

Règlement administratif No 1

Règlement administratif portant sur le fonctionnement de

Société québécoise d'évaluation de programmes (SQEP)

TABLE DES MATIÈRES

Article 1 — Généralités
Article 2 — Adhésion – Questions nécessitant une résolution extraordinaire
Article 3 — Droits d'adhésion, fin de l'adhésion et mesures disciplinaires
Article 4 — Assemblées des membres
Article 5 — Administrateurs
Article 6 — Réunions du conseil d'administration
Article 7 — Dirigeants
Article 8 — Avis
Article 9 — Règlement des différends
Article 10 — Entrée en vigueur

IL EST DÉCRÉTÉ que les dispositions suivantes constituent un règlement administratif de l'organisation :

Article 1 — GÉNÉRALITÉS

1.01 Définitions

À moins que le contexte n'indique un sens différent, dans le présent règlement administratif et tous les autres règlements administratifs de l'organisation :

- a) « assemblée de membres » s'entend d'une assemblée annuelle ou extraordinaire des membres;
« assemblée extraordinaire de membres » s'entend d'une assemblée d'une ou de plusieurs catégories de membres ou d'une assemblée extraordinaire de tous les membres ayant le droit de vote à une assemblée annuelle de membres;
- b) « conseil d'administration » s'entend du conseil d'administration de l'organisation et « administrateur » s'entend d'un membre du conseil;
- c) « Loi » la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, L.C. 2009, ch. 23, y compris les règlements pris en vertu de la Loi et toute loi ou tout règlement qui pourraient les remplacer, ainsi que leurs modifications;
- d) « membre régulier » désigne toute personne qui a payé sa cotisation;
- e) « membre SQEP-SCE » désigne toute personne qui a payé sa cotisation à la Société canadienne d'évaluation, résidant au Québec à l'exclusion des membres du chapitre de la Capitale nationale de la Société canadienne d'évaluation ou qui a fait une demande spécifique au conseil d'administration de la Société québécoise d'évaluation de programmes;
- f) « membre étudiant » désigne toute personne, étudiant à plein temps qui a payé sa cotisation;
- g) « membre étudiant SQEP-SCE » désigne toute personne, étudiant à plein temps qui a payé sa cotisation à la Société canadienne d'évaluation, résidant au Québec à l'exclusion des membres du chapitre de la Capitale nationale de la Société canadienne

d'évaluation ou qui a fait une demande spécifique au conseil d'administration de la Société québécoise d'évaluation de programmes;

h) « membre aîné SCE (60+) » désigne toute personne de soixante (60) ans et plus qui a payé sa cotisation à la Société canadienne d'évaluation, résidant au Québec à l'exclusion des membres du chapitre de la Capitale nationale de la Société canadienne d'évaluation ou qui a fait une demande spécifique au conseil d'administration de la Société québécoise d'évaluation de programmes;

i) « membre bibliothèque SQEP-SCE » désigne toute personne qui a payé sa cotisation à la Société canadienne d'évaluation, résidant au Québec à l'exclusion des membres du chapitre de la Capitale nationale de la Société canadienne d'évaluation ou qui a fait une demande spécifique au conseil d'administration de la Société québécoise d'évaluation de programmes;

j) « membre honoraire » désigne toute personne nommée à ce titre par le Conseil d'administration qui n'a pas de cotisation à payer;

k) « proposition » s'entend d'une proposition présentée par un membre de l'organisation qui répond aux exigences de l'article 163 (Proposition d'un membre) de la Loi;

l) « règlement » désigne tout règlement pris en application de la Loi ainsi que leurs modifications ou mises à jour, qui sont en vigueur;

m) « règlement administratif » désigne le présent règlement administratif et tous les autres règlements administratifs de l'organisation ainsi que leurs modifications, qui sont en vigueur;

n) « résolution extraordinaire » s'entend d'une résolution adoptée aux deux tiers (2/3) au moins des voix exprimées;

o) « résolution ordinaire » s'entend d'une résolution adoptée à cinquante pour cent (50%) plus une (1) au moins des voix exprimées;

p) « statuts » désigne les statuts constitutifs, initiaux ou mis à jour, ainsi que les clauses de modification, les statuts de fusion, les statuts de prorogation, les clauses de réorganisation, les clauses d'arrangement et les statuts de reconstitution.

1.02 Interprétation

Dans l'interprétation du présent règlement administratif, les termes utilisés au masculin incluent le féminin et ceux utilisés au singulier comprennent le pluriel et inversement, et le terme « personne » comprend un particulier, une personne morale, une société de personnes, une société de fiducie et une organisation non dotée d'une personnalité morale.

Autrement que tel que spécifié au point 1.01 ci-haut, les mots et les expressions définis dans la Loi ont la même signification lorsqu'ils sont utilisés dans les présents règlements administratifs.

1.03 Sceau de l'organisation

L'organisation peut avoir son propre sceau, qui doit être approuvé par le conseil d'administration. Le secrétaire de l'organisation est le dépositaire de tout sceau approuvé par le conseil d'administration.

1.04 Signature des documents

Les actes, les transferts, les cessions, les contrats, les obligations et autres documents écrits nécessitant la signature de l'organisation peuvent être signés par deux (2) de ses dirigeants ou administrateurs. En outre, le conseil d'administration peut déterminer la manière dont un document particulier ou un type de document doit être signé et désigner le ou les signataires. Toute personne autorisée à signer un document peut apposer le sceau de l'organisation, le cas échéant, sur le document en question. Tout signataire autorisé peut certifier qu'une copie d'un document, d'une résolution, d'un règlement administratif ou de tout autre document de l'organisation est conforme à l'original.

1.05 Fin de l'exercice

La fin de l'exercice de l'organisation est déterminée par le conseil d'administration. Sauf indication à l'effet contraire du conseil d'administration, l'exercice financier de la Société prend fin le trente (30) septembre de chaque année.

1.06 Opérations bancaires

Les opérations bancaires de l'organisation sont effectuées dans une banque, une société de fiducie ou une autre firme ou société menant des activités bancaires au Canada ou ailleurs et désignée, nommée ou autorisée par résolution du conseil d'administration. Les opérations bancaires sont effectuées, en tout ou en partie, par un ou plusieurs dirigeants de l'organisation ou d'autres personnes désignées, mandatées ou autorisées à cette fin par résolution du conseil d'administration.

1.07 États financiers annuels

Au lieu d'envoyer aux membres une copie des états financiers annuels et des autres documents mentionnés au paragraphe 172(1) (États financiers annuels) de la Loi, l'organisation peut publier un avis indiquant que ces documents peuvent être obtenus au siège de l'organisation et que tout membre peut, sur demande, en recevoir une copie sans frais au siège même ou par courrier affranchi.

1.08 Affiliation

La Société québécoise d'évaluation de programmes (SQEP) constitue le chapitre de la Société canadienne d'évaluation pour tous les membres de cette dernière, résidant au Québec à l'exclusion des membres du chapitre de la Capitale nationale de la Société canadienne d'évaluation ou en faisant une demande spécifique au conseil d'administration de la Société québécoise d'évaluation de programmes (SQEP).

ARTICLE 2 — ADHÉSION – QUESTIONS NÉCESSITANT UNE RÉOLUTION EXTRAORDINAIRE

2.01 Conditions d'adhésion

Sous réserve des statuts, l'organisation compte sept (7) catégories de membres, à savoir les catégories A, B, C, D, E, F et G. Le conseil d'administration peut, par résolution ordinaire, approuver l'admission des membres de l'organisation. Les membres peuvent aussi être admis d'une autre manière déterminée par résolution ordinaire du conseil d'administration. Les conditions d'adhésion s'établissent comme suit :

Membres de catégorie A

i) Le titre de membre votant de catégorie A est réservé aux membres réguliers qui ont demandé et obtenu leur adhésion à titre de membres votants de catégorie A dans l'organisation.

ii) La période d'adhésion d'un membre votant de catégorie A est d'une (1) année, avec possibilité de renouvellement en conformité avec les politiques de l'organisation.

iii) Tel qu'indiqué dans les statuts, chaque membre votant de catégorie A a le droit de recevoir un avis de toutes les assemblées des membres de l'organisation et d'assister à ces assemblées et y disposer d'une voix.

Membres de catégorie B

i) Le titre de membre votant de catégorie B est réservé aux membres SQEP-SCE qui ont demandé et obtenu leur adhésion à titre de membres votants de catégorie B dans l'organisation.

ii) La période d'adhésion d'un membre votant de catégorie B est d'une (1) année, avec possibilité de renouvellement en conformité avec les politiques de l'organisation.

iii) Tel qu'indiqué dans les statuts, chaque membre votant de catégorie B a le droit de recevoir un avis de toutes les assemblées des membres de l'organisation et d'assister à ces assemblées et y disposer d'une voix.

Membres de catégorie C

i) Le titre de membre votant de catégorie C est réservé aux membres étudiants qui ont demandé et obtenu leur adhésion à titre de membres votants de catégorie B dans l'organisation.

ii) La période d'adhésion d'un membre votant de catégorie C est d'une (1) année, avec possibilité de renouvellement en conformité avec les politiques de l'organisation.

iii) Tel qu'indiqué dans les statuts, chaque membre votant de catégorie C a le droit de recevoir un avis de toutes les assemblées des membres de l'organisation et d'assister à ces assemblées et y disposer d'une voix.

Membres de catégorie D

i) Le titre de membre votant de catégorie D est réservé aux membres étudiants SQEP-SCE qui ont demandé et obtenu leur adhésion à titre de membres votants de catégorie D dans l'organisation.

ii) La période d'adhésion d'un membre votant de catégorie D est d'une (1) année, avec possibilité de renouvellement en conformité avec les politiques de l'organisation.

iii) Tel qu'indiqué dans les statuts, chaque membre votant de catégorie D a le droit de recevoir un avis de toutes les assemblées des membres de l'organisation et d'assister à ces assemblées et y disposer d'une voix.

Membres de catégorie E

i) Le titre de membre votant de catégorie E est réservé aux membres aînés SCE qui ont demandé et obtenu leur adhésion à titre de membres votants de catégorie E dans l'organisation.

ii) La période d'adhésion d'un membre votant de catégorie E est d'une (1) année, avec possibilité de renouvellement en conformité avec les politiques de l'organisation.

iii) Tel qu'indiqué dans les statuts, chaque membre votant de catégorie E a le droit de recevoir un avis de toutes les assemblées des membres de l'organisation et d'assister à ces assemblées et y disposer d'une voix.

Membres de catégorie F

i) Le titre de membre votant de catégorie F est réservé aux membres bibliothèques SQEP-SCE qui ont demandé et obtenu leur adhésion à titre de membres votants de catégorie D dans l'organisation.

ii) La période d'adhésion d'un membre votant de catégorie F est d'une (1) année, avec possibilité de renouvellement en conformité avec les politiques de l'organisation.

iii) Tel qu'indiqué dans les statuts, chaque membre votant de catégorie F a le droit de recevoir un avis de toutes les assemblées des membres de l'organisation et d'assister à ces assemblées et y disposer d'une voix.

Membres de catégorie G

i) Le titre de membre votant de catégorie G est réservé aux membres honoraires qui ont demandé et obtenu leur adhésion à titre de membres votants de catégorie G dans l'organisation.

ii) La période d'adhésion d'un membre votant de catégorie G est d'une (1) année, avec possibilité de renouvellement en conformité avec les politiques de l'organisation.

iii) Tel qu'indiqué dans les statuts, chaque membre votant de catégorie G a le droit de recevoir un avis de toutes les assemblées des membres de l'organisation et d'assister à ces assemblées et y disposer d'une voix.

En vertu du paragraphe 197(1) (Modification de structure) de la Loi, une résolution extraordinaire des membres est nécessaire pour modifier à cet article des règlements administratifs si les modifications touchent les droits dévolus aux membres ou les modalités décrites aux alinéas 197(1)(e), (h), (l) ou (m).

2.02 Avis d'assemblée des membres

Un avis faisant état des date, heure, lieu et ordre du jour d'une assemblée de membres est envoyé à chaque membre habile à voter selon au moins une des méthodes suivantes :

a) par la poste, par messenger ou en mains propres, l'avis étant envoyé à chaque membre habile à voter à l'assemblée, au cours de la période commençant soixante (60) jours avant la date de l'assemblée et se terminant vingt et un (21) jours avant;

b) par tout moyen de communication téléphonique, électronique ou autre, l'avis étant communiqué à chaque membre habile à voter à l'assemblée, au cours de la période commençant trente-cinq (35) jours avant la date de l'assemblée et se terminant vingt et un (21) jours avant.

En vertu du paragraphe 197(1) (Modification de structure) de la Loi, une résolution extraordinaire des membres est nécessaire pour modifier les règlements administratifs de l'organisation afin de changer les façons d'aviser les membres habiles à voter aux assemblées de membres.

2.03 Vote des membres absents

En vertu du paragraphe 171(1) de la Loi, les règlements administratifs peuvent prévoir une ou plusieurs méthodes réglementaires selon lesquelles les membres qui ne sont pas présents à une assemblée sont autorisés à voter. En vertu de l'article 74 du Règlement, les méthodes de vote sont :

- a) le vote par procuration écrite;
- c) le vote par tout moyen de communication téléphonique, électronique ou autre conforme au Règlement.

Les règlements administratifs qui prévoient une méthode pour le vote des membres absents doivent aussi prévoir la procédure relative à la collecte des voix, au dépouillement du scrutin et à la proclamation des résultats du vote.

En vertu du paragraphe 197(1) (Modification de structure) de la Loi, une résolution extraordinaire des membres est nécessaire pour modifier les règlements administratifs de l'organisation afin de changer les méthodes selon lesquelles les membres qui ne sont pas présents à l'assemblée des membres sont autorisés à voter.

ARTICLE 3 — DROITS D'ADHÉSION, FIN DE L'ADHÉSION ET MESURES DISCIPLINAIRES

3.01 Droits d'adhésion

Les membres seront avisés par écrit des droits d'adhésion qu'ils sont tenus de payer. Tout membre qui omet de verser ces droits dans un délai d'un (1) mois suivant la date de renouvellement de son adhésion sera privé automatiquement de son statut de membre de l'organisation.

3.02 Fin de l'adhésion

Le statut de membre de l'organisation prend fin dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) le décès du membre ou, dans le cas d'un membre constitué en personne morale, la dissolution de la personne morale;
- b) l'omission par le membre de maintenir les conditions requises pour être membre énoncées à l'article 2.01 du présent règlement administratif;
- c) la démission du membre signifiée par écrit au secrétaire du conseil d'administration de l'organisation, auquel cas la démission prend effet à la date précisée dans l'avis de démission;

d) l'expulsion du membre en conformité avec l'article 3.03 ci-après ou la perte du statut de membre d'une autre manière en conformité avec les statuts ou les règlements administratifs;

e) l'expiration de la période d'adhésion;

f) la liquidation ou la dissolution de l'organisation en vertu de la Loi.

Sous réserve des statuts, l'extinction de l'adhésion entraîne l'extinction des droits du membre, notamment ceux qu'il a à l'égard des biens de l'organisation.

3.03 Mesures disciplinaires contre les membres

Le conseil d'administration est autorisé à suspendre ou à expulser un membre de l'organisation pour l'une ou l'autre des raisons suivantes :

a) la violation d'une disposition des statuts, des règlements administratifs ou des politiques écrites de l'organisation;

b) une conduite susceptible de porter préjudice à l'organisation, selon l'avis du conseil d'administration à son entière discrétion;

c) toute autre raison que le conseil d'administration juge raisonnable, à son entière discrétion, en considération de la déclaration d'intention de l'organisation.

Si le conseil d'administration détermine qu'un membre doit être suspendu ou expulsé de l'organisation, le président, ou tout autre dirigeant désigné par le conseil, donne au membre un avis de suspension ou d'expulsion de vingt (20) jours et lui indique les raisons qui motivent la suspension ou l'expulsion proposée. Au cours de cette période de vingt (20) jours, le membre peut transmettre au président, ou à tout autre dirigeant désigné par le conseil, une réponse écrite à l'avis reçu. Si aucune réponse écrite conformément à cette disposition, le président, ou tout autre dirigeant désigné par le conseil, pourra aviser le membre qu'il est suspendu ou exclu de l'organisation. Si le président, ou tout autre dirigeant désigné par le conseil, reçoit une réponse écrite en conformité avec le présent article, le conseil d'administration l'examinera pour en arriver à une décision finale et il informera le membre de cette décision finale dans un délai de vingt (20) jours supplémentaires à compter de la date de réception de la réponse. La décision du conseil d'administration est finale et exécutoire et le membre n'a aucun droit d'appel.

ARTICLE 4 — ASSEMBLÉES DES MEMBRES

4.01 Personnes en droit d'assister à une assemblée

Les seules personnes en droit d'assister à une assemblée sont celles habiles à voter à cette assemblée, les administrateurs et l'expert-comptable de l'organisation ainsi que toute autre personne dont la présence est autorisée ou requise en vertu des dispositions de la Loi, des statuts ou des règlements administratifs de l'organisation. Les autres personnes peuvent être admises uniquement à l'invitation du président de l'assemblée ou par résolution des membres.

4.02 Président d'assemblée

Si le président et le vice-président du conseil d'administration sont absents, les membres présents qui sont habiles à voter à l'assemblée choisissent l'un d'entre eux pour présider l'assemblée.

4.03 Quorum

Le quorum fixé pour toute assemblée des membres correspond à dix pour cent (10 %) des voix exprimées par les membres habiles à voter à l'assemblée. Il suffit que le quorum soit atteint à l'ouverture de l'assemblée pour que les membres puissent délibérer.

4.04 Voix prépondérantes

À moins de disposition contraire des statuts, des règlements administratifs ou de la Loi, les décisions relatives aux questions sont prises à la majorité des voix lors de toute assemblée des membres. En cas d'égalité des voix après un vote à main levée, un vote au scrutin secret ou un vote par des moyens électroniques, le président de l'assemblée vote une deuxième fois.

4.05 Assemblée spéciale

Le conseil d'administration doit convoquer une assemblée spéciale des membres sur réquisition écrite des membres détenant au moins cinq (5) % des votes.

4.05 Nomination d'un vérificateur

La Loi BNL exige que les membres d'une organisation nomment un expert-comptable lors de l'assemblée annuelle. Les membres d'une organisation n'ayant pas recours à la sollicitation dont les revenus annuels bruts sont d'un million de dollars ou moins peuvent, par vote unanime, décider de ne pas nommer un expert-comptable.

ARTICLE 5 — ADMINISTRATEURS

5.01 Élection et mandat

Sous réserve des statuts, les membres élisent les administrateurs lors de leur première assemblée et de chaque assemblée annuelle où une élection des administrateurs est requise. Les administrateurs sont élus pour un mandat se terminant au plus tard à la clôture de la deuxième assemblée annuelle suivante.

- a) Le président est élu par l'assemblée générale pour un mandat d'un (1) an. Son mandat peut être renouvelé par l'assemblée générale pour une autre année. Au terme de son mandat d'un (1) ou deux (2) ans, le président n'est plus éligible pour un autre mandat à la présidence avant cinq (5) ans.
- b) Les administrateurs doivent être des membres en règle de la Société, doivent avoir dix-huit (18) ans et doivent être habilités par la Loi à contracter.
- c) Un administrateur sortant demeure en fonction jusqu'à la clôture ou à l'ajournement de la réunion au cours de laquelle son départ en retraite est approuvé et son successeur élu.

5.02 Membres régionaux

Au moins trois postes du conseil d'administration sont réservés aux régions de Québec et de Montréal respectivement et, un poste en dehors de ces régions. Dans l'éventualité que ces postes ne puissent être comblés à l'assemblée générale annuelle des membres ou dans le cas que ces postes deviennent vacants, il appartiendra au conseil d'administration de

procéder au recrutement des personnes devant combler ces postes selon un processus établi par le conseil d'administration. Cependant, au cours d'une même année, le nombre maximal de postes pouvant être comblés est fixé à trois (3).

5.03 Rémunération

Les administrateurs doivent agir sans être rémunérés, et aucun administrateur ne doit tirer directement ou indirectement profit du poste qu'il occupe; toutefois, un administrateur peut être remboursé pour les dépenses encourues dans l'exercice de ses fonctions. Un administrateur peut recevoir une rémunération pour les services rendus à l'organisme à tout autre titre.

5.04 Pouvoir d'emprunt

La Loi BNL permet aux administrateurs d'emprunter et de donner en garantie les biens de l'organisation sans obtenir l'autorisation des membres. S'ils sont autorisés par un règlement administratif dûment établi par les administrateurs et confirmé par résolution ordinaire adoptée par les membres, les administrateurs de l'organisation peuvent lorsqu'il y a lieu :

- (i) contracter des emprunts, compte tenu du crédit de l'organisation;
- (ii) émettre, réémettre ou vendre les titres de créance de l'organisation ou les donner en garantie sous forme d'hypothèque mobilière, de gage ou de nantissement; et
- (iii) grever d'une sûreté, notamment par hypothèque, tout ou partie des biens, présents ou futurs, de l'organisation, afin de garantir ses obligations.

Rien dans le présent règlement ne limite ni ne restreint l'emprunt d'argent par l'organisation sur des lettres de change ou billets à ordre faits, tirés, acceptés ou endossés par ou au nom de l'organisation.

ARTICLE 6 — RÉUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

6.01 Convocation de réunions

Les réunions du conseil d'administration peuvent être convoquées par son président, son vice-président ou par deux (2) administrateurs à n'importe quel moment.

6.02 Avis de réunion

Un avis précisant la date, heure et lieu d'une réunion du conseil d'administration est donné, de la manière prescrite à l'article 8.01 du présent règlement administratif, à chaque administrateur de l'organisation au plus tard sept (7) jours avant l'heure prévue. Cet avis n'est pas nécessaire si tous les administrateurs sont présents et qu'aucun d'entre eux ne s'oppose à la tenue de la réunion ou que les administrateurs absents ont renoncé à l'avis ou approuvé autrement la tenue de la réunion en question. L'avis d'ajournement d'une réunion n'est pas nécessaire si la date, heure et lieu de la réunion ajournée sont annoncés à la réunion initiale. Sauf disposition contraire du règlement administratif, il n'est pas nécessaire que l'avis de réunion du conseil d'administration précise l'objet ou l'ordre du jour de la réunion, mais cet avis fait état de tout élément visé au paragraphe 138(2) (Limites) de la Loi qui sera abordé lors de la réunion.

6.03 Réunions ordinaires

Le conseil d'administration peut désigner une ou plusieurs journées d'un ou de plusieurs mois pour des réunions ordinaires dont l'heure et le lieu seront fixées par la suite. Une copie de toute résolution du conseil fixant l'heure et le lieu des réunions ordinaires du conseil d'administration est envoyée à chaque administrateur immédiatement après son adoption. Aucun autre avis n'est nécessaire pour une autre réunion ordinaire sauf si le paragraphe 136(3) (Avis de la réunion) de la Loi exige que l'objet ou l'ordre du jour soient précisés dans l'avis.

6.04 Réunions par téléphone

Si tous les administrateurs de la Société y consentent, de façon générale ou à l'égard d'une réunion particulière, des administrateurs peuvent anticiper à une réunion du conseil d'administration ou d'un de ses comités s'ils utilisent des moyens techniques, notamment le téléphone, permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux ; ils sont alors réputés avoir assisté à ladite réunion.

Les résolutions écrites, votées par les administrateurs lors de l'utilisation des moyens techniques, ont la même valeur que si elles avaient été adoptées au cours d'une réunion ordinaire.

6.05 Voix prépondérante

Dans toutes les réunions du conseil d'administration, la décision concernant une question donnée est rendue à la majorité des voix exprimées sur cette question. En cas d'égalité, le président de la réunion vote une deuxième fois.

6.06 Comités

S'il le juge nécessaire ou approprié à cette fin et sous réserve de la Loi, le conseil d'administration peut déléguer certains pouvoirs à un comité ou à un organe consultatif. Sous réserve des règlements ou des instructions émanant du conseil d'administration, ce comité peut établir lui-même ses règles de procédure. Tout membre d'un comité peut être destitué par résolution du conseil d'administration.

- a) La Société devra avoir les comités permanents suivants :
 - i) Le comité du colloque ;
 - ii) Le comité de la formation et des échanges ;
 - iii) Le comité du Bulletin ;
 - iv) Le comité de la promotion de l'évaluation ;
 - v) Le comité de la Francophonie ;
- b) La participation à tout comité permanent est ouverte à tous les membres de la Société et aux non membres acceptés par les dirigeants ;
- c) Les comités permanents relèvent du conseil d'administration ;
- d) Les comités permanents sont présidés par des membres du conseil d'administration ou, par un membre de la Société en autant qu'un membre du conseil d'administration y siège.

ARTICLE 7 — DIRIGEANTS

7.01 Composition du bureau

Le bureau de la Société comprend les postes de président, vice-président, secrétaire, trésorier et tout autre poste sous réserve des dispositions de la Loi. Une même personne peut cumuler deux postes. Le poste de vice-président est scindé en deux postes de vice-présidents pour permettre d'assurer une représentation régionale à Québec et à Montréal. De plus, le président sortant est nommé d'office membre du bureau jusqu'au remplacement du président en poste.

7.02 Description des postes

Sauf indication contraire de la part du conseil d'administration peut, sous réserve des dispositions de la Loi, (modifier, restreindre ou accroître ces fonctions et pouvoirs), si des postes sont créés au sein de l'organisation et que des dirigeants y sont nommés, leurs titulaires exercent les fonctions et les pouvoirs suivants :

a) **Président** - Le président est le président-directeur général de l'organisation. Il doit présider toutes les réunions du conseil d'administration et les assemblées des membres auxquelles il participe. Il est responsable de la mise en oeuvre des plans stratégiques et des politiques de l'organisation. Le président assure la supervision générale des activités de l'organisation.

b) **Vice-président** - Le vice-président du conseil d'administration est un administrateur. Si le président du conseil d'administration est absent ou est incapable d'exercer ses fonctions ou refuse de le faire, le vice-président du conseil d'administration, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil d'administration et toutes les assemblées des membres auxquelles il participe. Ses fonctions et ses pouvoirs sont déterminés par le conseil d'administration.

c) **Secrétaire** - Le secrétaire assiste à toutes les réunions du conseil d'administration et de ses comités ainsi qu'aux assemblées des membres et y exerce les fonctions de secrétaire de séance. Il consigne ou fait consigner dans le registre des procès-verbaux de l'organisation le procès-verbal de toutes ces réunions et assemblées. Chaque fois qu'il reçoit des indications en ce sens, le secrétaire donne ou fait donner un avis aux membres, aux administrateurs, à l'expert-comptable et aux membres des comités. Le secrétaire est le dépositaire de tous les livres, documents, registres et autres instruments appartenant à l'organisation. Le conseil d'administration peut autoriser le secrétaire par résolution, à s'occuper de façon générale des affaires internes de la Société sous la surveillance des autres dirigeants.

d) **Trésorier** - Les fonctions et pouvoirs du trésorier sont déterminés par le conseil d'administration. Les fonctions et pouvoirs de tous les autres dirigeants de l'organisation sont déterminés en fonction de leur mandat ou des exigences du conseil d'administration ou du président. Sous réserve de la Loi, le conseil d'administration peut modifier, accroître ou limiter les fonctions et les pouvoirs de tout dirigeant. Il a la garde des fonds et des valeurs mobilières de la Société et doit tenir une comptabilité exacte et complète de tous les actifs, passifs, recettes et déboursés de la Société dans des registres prévus à cet effet. Il doit dépenser les fonds de la Société à la demande de l'autorité compétente en émettant les pièces justificatives appropriées et faire au président et aux administrateurs, lors de l'assemblée ordinaire du conseil d'administration ou lorsqu'ils l'exigent, un compte-rendu de toutes les transactions et un bilan de la situation financière de la Société.

7.03 Durée du mandat

Le vice-président, le secrétaire et le trésorier sont élus pour un mandat de deux (2) ans, à compter de la date de la nomination ou d'élection ou jusqu'à l'élection ou la nomination de leurs remplaçants. Un membre du bureau de direction ne peut y siéger plus de deux (2) mandats consécutifs.

7.04 Représentation

Le conseil d'administration choisit parmi ses membres, la personne qui représente la Société dans le conseil de direction de la Société canadienne d'évaluation. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres, la personne qui représente la Société dans le Réseau de la Francophonie.

7.05 Vacance d'un poste

Sauf disposition contraire d'une convention écrite, le conseil d'administration peut, pour un motif valable ou sans raison particulière, destituer n'importe quel dirigeant de l'organisation. À moins d'être ainsi destitué, un dirigeant exerce ses fonctions jusqu'au premier des événements suivants :

- a) son successeur a été nommé;
- b) le dirigeant a présenté sa démission;
- c) le dirigeant a cessé d'être un administrateur (s'il s'agit d'une condition de la nomination);
- d) le dirigeant est décédé.

Si le poste d'un dirigeant de l'organisation est ou deviendra vacant, les administrateurs peuvent nommer par résolution une personne pour le combler.

ARTICLE 8 — AVIS

8.01 Mode de communication des avis

Tout avis (notamment toute communication ou tout document) à donner (notamment envoyer, livrer ou signifier), autre qu'un avis d'une assemblée des membres, en vertu de la Loi, des statuts, des règlements administratifs ou d'une autre source à un membre, à un administrateur, à un dirigeant ou à un membre d'un comité du conseil d'administration ou à l'expert-comptable sera réputé avoir été donné dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) s'il est remis en mains propres au destinataire ou livré à son adresse figurant dans les registres de l'organisation ou, dans le cas d'un avis à un administrateur, à la dernière adresse figurant sur le dernier avis envoyé par l'organisation conformément aux articles 128 (Liste des administrateurs) ou 134 (Avis de changement au directeur);
- b) s'il est posté au destinataire par courrier ordinaire ou service aérien payé d'avance à son adresse figurant dans les registres de l'organisation;
- c) s'il est transmis au destinataire par communication téléphonique, électronique ou autre à son adresse figurant dans les registres de l'organisation à cette fin;
- d) s'il est transmis sous la forme d'un document électronique conformément à la partie 17 de la Loi.

Un avis ainsi transmis est réputé avoir été donné lorsqu'il est remis en mains propres ou livré à l'adresse figurant aux registres de l'organisation; un avis posté est réputé avoir été donné au moment où il est déposé dans un bureau de poste ou une boîte aux lettres publique; et un avis envoyé par tout moyen de communication consignée ou enregistrée est réputé avoir été donné lorsqu'il est transmis ou livré à l'entreprise ou à l'organisme de communication approprié ou à son représentant aux fins de transmission. Le secrétaire peut modifier ou faire modifier l'adresse figurant aux registres de l'organisation pour tout membre, administrateur, dirigeant, expert-comptable ou membre d'un comité du conseil d'administration conformément à l'information qu'il juge digne de foi. La déclaration par le secrétaire qu'un avis a été donné conformément au présent règlement administratif constitue une preuve suffisante et irréfutable de l'avis. La signature de tout administrateur ou dirigeant de l'organisation sur tout avis ou tout autre document que donnera l'organisation peut être manuscrite, apposée au moyen d'un tampon, tapée ou imprimée ou partiellement manuscrite, apposée au moyen d'un tampon, tapée ou imprimée.

8.02 Invalidité d'une disposition du présent règlement administratif

L'invalidité ou l'inapplicabilité d'une disposition du présent règlement administratif ne touche en rien la validité ni l'applicabilité des autres dispositions de ce règlement administratif.

8.03 Omissions et erreurs

La non-communication involontaire d'un avis à un membre, à un administrateur, à un dirigeant, à un membre d'un comité du conseil d'administration ou à l'expert-comptable, la non-réception d'un avis par l'un de ses destinataires lorsque l'organisation a fourni un avis conformément aux règlements administratifs ou la présence, dans un avis, d'une erreur qui n'influe pas sur son contenu ne peut invalider aucune mesure prise à une assemblée visée par l'avis en question ou autrement fondée sur cet avis.

ARTICLE 9 — RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

9.01 Médiation et arbitrage

Dans la mesure du possible, les différends ou controverses entre membres, administrateurs, dirigeants, membres de comité ou bénévoles de l'organisation sont résolues conformément au mécanisme de médiation ou d'arbitrage prévu à l'article 9.02 du présent règlement administratif.

9.02 Mécanisme de règlement des différends

Si un différend ou une controverse entre membres, administrateurs, dirigeants, membres de comité ou bénévoles de l'organisation découlant des statuts ou des règlements administratifs ou s'y rapportant ou découlant de tout aspect du fonctionnement de l'organisation n'est pas réglé dans le cadre de réunions privées entre les parties, sans porter atteinte ou déroger de toute autre façon aux droits conférés aux membres, administrateurs, dirigeants, membres de comité, employés ou bénévoles de l'organisation en vertu des statuts, des règlements administratifs ou de la Loi, au lieu que ces personnes intentent une action en justice, le différend ou la controverse est réglé au moyen d'un mécanisme de règlement ci-après :

- a) Le différend ou la controverse est d'abord soumis à un groupe de médiateurs. Une partie désigne un médiateur et l'autre partie (ou, s'il y a lieu, le conseil d'administration de l'organisation) en désigne un autre. Les deux médiateurs ainsi désignés désignent conjointement un troisième médiateur. Les trois médiateurs se réunissent alors avec les parties visées pour tenter d'en arriver à un règlement entre elles.

b) Avec l'accord des parties, le nombre de médiateurs peut être ramené de trois à un ou deux.

c) Si la médiation ne permet pas de régler le différend entre les parties, ces dernières conviennent de le régler par arbitrage en le soumettant à un seul arbitre, qui ne doit pas être l'un des médiateurs susmentionnés, conformément à la législation en matière d'arbitrage provinciale ou territoriale en vigueur dans la province ou le territoire où se trouve le siège de l'organisation ou selon les autres modalités convenues par les parties au différend. Les parties conviennent que toutes les procédures relatives à l'arbitrage sont confidentielles et que toute divulgation de quelque nature que ce soit est interdite. La décision de l'arbitre est finale et exécutoire et ne peut faire l'objet d'un appel sur une question de fait, une question de droit ou une question mixte de fait et de droit.

d) Tous les coûts liés aux médiateurs désignés conformément au présent article sont pris en charge à parts égales par les parties au différend ou à la controverse. Tous les coûts liés aux arbitres désignés conformément au présent article sont pris en charge par les parties, tels que déterminés par les arbitres.

ARTICLE 10 — ENTRÉE EN VIGUEUR

10.01 Entrée en vigueur

Sous réserve des questions qui nécessitent une résolution extraordinaire des membres, les présents règlements administratifs entrent en vigueur dès leur adoption par le conseil d'administration.

NOUS CERTIFIONS que les présents règlements administratifs n. 1 ont été adoptés par résolution du conseil d'administration le dix-huitième jour d'octobre 2013 et confirmés par résolution extraordinaire des membres de l'organisation le dix-huitième jour d'octobre 2013.

Daté le dix-huitième jour d'octobre 2013.



Pernelle Smits, Présidente